

UNION COMMERCIALE VALAISANNE (UCOVA)

Du poulet au chlore à la mode toxique: l'angle mort de notre sécurité sanitaire

Alors que la Suisse débat passionnément du risque d'importer du poulet au chlore américain, un poison bien réel s'invite déjà dans nos boîtes aux lettres. Phtalates, PFAS, formaldéhyde: une enquête explosive de Greenpeace révèle que les plateformes d'ultra-fast fashion inondent notre marché de produits chimiquement illégaux.

UCOVA

La Suisse cultive l'excellence et le principe de précaution. Alors que la relance des discussions avec Washington réveille immédiatement nos craintes ancestrales du «poulet au chlore», notre intransigeance alimentaire tranche singulièrement avec notre laxisme vestimentaire actuel. Nous refusons, à juste titre, que des produits ne respectant pas nos standards d'hygiène finissent dans nos assiettes au nom du prix bas. Pourtant, ce bouclier sanitaire s'effondre à la frontière numérique. Tandis que nous exigeons une traçabilité exemplaire pour notre viande, nous laissons entrer massivement, via le flux incontrôlé des colis postaux, des articles violant nos lois les plus strictes sur la sécurité chimique.

Le mythe de «la même usine moins chère» face à la toxicité prouvée

L'argument marketing des plateformes d'ultra-fast fashion est simple: supprimer les intermédiaires pour offrir le même produit à prix cassé. C'est un mensonge dangereux. Le commerçant suisse agit comme un filtre de sécurité: il est légalement responsable de ce qu'il vend et s'assure que ses produits respectent les normes REACH [la réglementation européenne sur les produits chimiques, reprise par la Suisse dans l'Ordonnance sur la réduction des risques liés aux produits chimiques (ORRChim)]. À l'inverse, l'enquête «Shame on You, Shein» publiée par

Greenpeace en 2025 démontre que la chaîne d'approvisionnement de ces géants est hors de contrôle:

- **Des taux de contamination alarmants:** Sur 56 vêtements et chaussures testés, 32 % contenaient des substances chimiques dangereuses dépassant les limites légales.
- **Un danger immédiat en Suisse:** L'enquête a ciblé également des produits achetés en Suisse. Le résultat est préoccupant: des chaussures pour femmes achetées via la plateforme contenaient des phtalates – des perturbateurs endocriniens notoires nuisant à la fertilité – à des niveaux 71 fois supérieurs à la limite légale autorisée.
- **Des records de toxicité:** Certaines vestes testées contenaient des PFAS (ces «polluants éternels» cancérogènes) à des niveaux dépassant jusqu'à 3300 fois la norme autorisée. Des vêtements pour enfants, comme un costume de déguisement, dépassaient les seuils de formaldéhyde, une substance cancérogène.

En important ces produits, le consommateur a l'impression d'acheter «malin», alors qu'il importe des substances que nos lois interdisent formellement de produire ou de vendre sur le territoire national.

Une distorsion de concurrence insoutenable pour nos PME

La concurrence est le moteur de notre économie, mais elle n'a de sens que si les règles du jeu sont les mêmes pour tous. Aujourd'hui, le petit commerçant de Sion, de Genève ou de Fribourg se bat avec les mains liées.



- **Le coût de la légalité:** Lorsqu'un commerçant suisse importe un vêtement, il paie la TVA, les droits de douane et surtout, il assume la responsabilité juridique de la sécurité du produit. Il finance, par ses impôts et ses charges, le système de santé et d'inspection qui nous protège.
- **L'impunité des plateformes:** Ces plateformes exploitent une faille systémique, soit l'envoi direct au consommateur («Direct-to-Consumer»). En fractionnant les envois en millions de petits colis (4,6 milliards de colis entrant en UE en 2024, dont 90 % de Chine), ils passent souvent sous les radars douaniers. Plus grave, comme le vendeur expédie directement au client final, la plateforme contourne les obligations de vérification qui incombent normalement à l'importateur.

L'urgence d'une cohérence sanitaire

Il devient nécessaire de prendre la mesure de la situation. Certaines plateformes commercialisent des produits qui ne répondent pas aux normes en vigueur. L'enquête montre que, même lorsque Shein retire un produit épinglé, des articles quasi identiques contenant les mêmes substances toxiques réapparaissent peu après, suggérant une incapacité systémique à contrôler leurs milliers de fournisseurs.

Acheter local garantit une assurance. Un produit dangereux trouve un responsable identifiable et sanctionnable, et les normes votées démocratiquement s'appliquent réellement.

En important ces produits, le consommateur a l'impression d'acheter «malin», alors qu'il importe des substances que nos lois interdisent formellement de produire ou de vendre sur le territoire national.

Le paradoxe saute aux yeux: on discute sans fin de la qualité de nos futures importations alimentaires, mais on laisse entrer chaque jour, chez nous, des milliers de textiles dont la toxicité est pourtant connue. Un principe devrait aller de soi: si un produit est jugé trop dangereux pour être vendu par un commerçant suisse, il ne devrait pas être autorisé non plus sur une plateforme étrangère. Loin de tout réflexe protectionniste, cette exigence d'égalité traduit simplement du bon sens, un impératif de santé publique et une justice nécessaire pour notre économie. ■